

Revenu agricole 2011 : stabilité

Après une année 2010 globalement positive, l'agriculture auvergnate connaît une année 2011 plus délicate, surtout en élevage. La flambée des coûts de production cumulée aux effets de la sécheresse a grévé en partie le revenu des exploitants.

En 2011, le Résultat Courant Avant Impôt (RCAI) moyen, tous systèmes de production confondus, s'élève à 30 500 € par exploitation dans la région. Comparé au niveau national (49 900 €), ce résultat reste en retrait de près de 40 % et l'Auvergne demeure dans le bas du classement hexagonal.

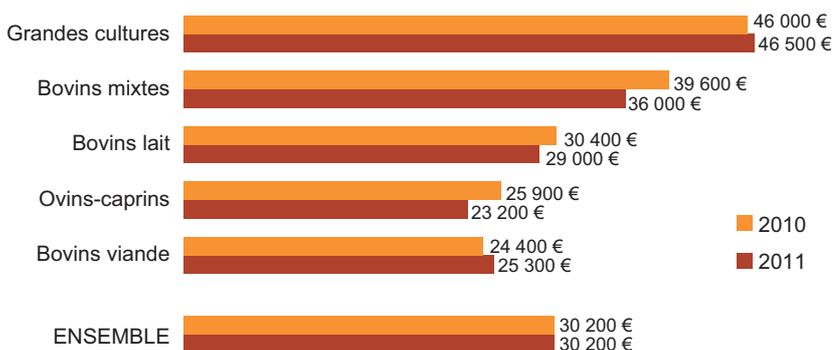
A champ constant, ce revenu régional s'est stabilisé par rapport à 2010 alors qu'il avait pratiquement doublé entre 2009 et 2010. Cependant, des divergences apparaissent selon l'orientation technico-économique (OTEX) avec, cette année encore, des céréaliers dégagant des revenus plus élevés que leurs collègues éleveurs. Hormis en "bovins viande" où le revenu progresse de près de 4 %, l'élevage connaît un repli général de - 5 % pour les laitiers jusqu'à - 10 % pour les éleveurs d'ovins. Ces évolutions ne suivent pas la tendance nationale qui enregistre une baisse de revenu seulement en hors-sol et en élevage "ovins-caprins".

Grandes cultures : stabilité

Le RCAI des exploitations de grandes cultures s'élève en moyenne à 46 500 €, soit une légère augmentation de 1,1 % par rapport à 2010. Après 2007, c'est le meilleur résultat enregistré depuis l'an 2000. Pour autant, seule la moitié des céréaliers a vu son revenu progresser sur le dernier exercice. En cause : l'augmentation des charges d'approvisionnement de 18 % et plus particu-

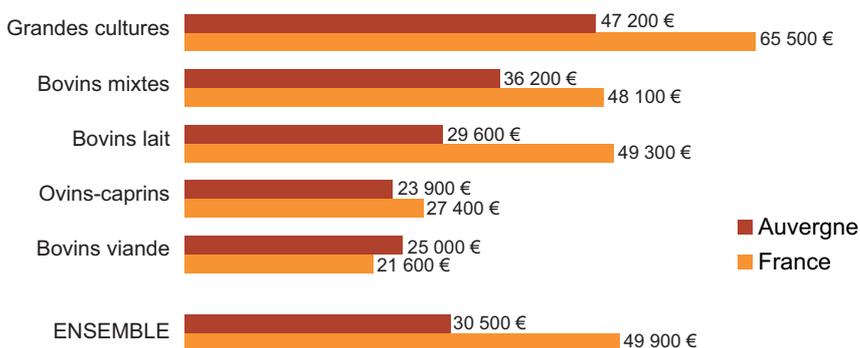
Comparaison 2010-2011 du RCAI par exploitation et par OTEX en Auvergne (échantillon constant)

Stabilité globale du revenu mais des divergences selon les OTEX



Comparaison Auvergne-France du RCAI 2011 par exploitation et par OTEX (échantillon complet)

Des revenus toujours en retrait par rapport au niveau national



Source : Agreste - RICA 2010 et 2011

Avertissement

Les données présentées ici, notamment dans le tableau chiffré "moyenne par exploitation selon les systèmes de production en 2011" de la dernière page, sont des valeurs moyennes par exploitation calculées sur l'échantillon complet du RICA Auvergne de 367 exploitations. Les évolutions inter-annuelles sont en revanche réalisées sur un échantillon constant d'exploitations, c'est-à-dire des unités présentes à la fois en 2010 et en 2011 (337 exploitations en Auvergne, 6 814 en France). Elles sont exprimées en valeur courante, c'est-à-dire sans déduction de l'effet inflation.

lièrement le poste fertilisation qui bondit de plus de 30 % par rapport à 2010, sans oublier le poste carburant (+ 24 %). Même si la sécheresse a induit une réduction de l'utilisation des produits phytosanitaires (- 2 %), les charges d'approvisionnement s'élèvent en moyenne à 467 € par hectare de SAU, ce qui est inférieur au niveau national (548 €/ha). Les céréaliers ont pu bénéficier de prix à la production avantageux qui compensent en grande partie la baisse des rendements en cultures d'hiver pénalisés par la sécheresse printanière. En céréales, l'augmentation du prix de vente est de 32 % pour le blé et 20 % pour le maïs grain. En oléagineux ces prix progressent de façon plus contrastée, de 1 % pour le tournesol à 38 % pour le colza.

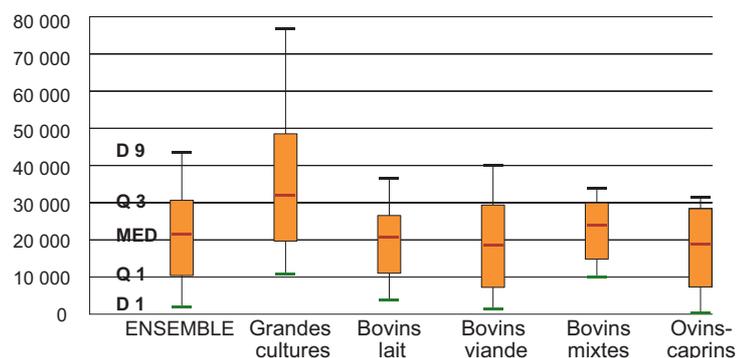
A l'échelle nationale, le RCAI moyen atteint 66 000 €, en progression de 10 % par rapport à 2010 grâce à des prix moyens de vente en hausse et des charges d'approvisionnement qui ont globalement moins augmenté qu'en Auvergne (+ 12 % sur un an).

Bovins lait : en repli

Avec 29 000 € en moyenne par exploitation, le RCAI des producteurs laitiers auvergnats se replie de 4,6 % par rapport à 2010 alors qu'au plan national, il enregistre une progression de 12 %. Malgré des livraisons à l'industrie en progrès et un prix moyen de commercialisation revalorisé de plus de 7 % par rapport à l'année précédente, l'augmentation de 37 % des charges d'alimentation pèse sur le revenu. Les aliments concentrés représentent 90 % du coût alimentaire total et 45 % des charges d'approvisionnement. De plus, en raison de la sécheresse printanière, les éleveurs ont dû compenser le manque de fourrage par des achats extérieurs. Au final, le coût alimentaire revient à 340 € par hectare de SAU ou 347 € par UGB, soit une hausse de près de 100 € par hectare ou 90 € par UGB par rapport à l'exercice précédent. A noter également une augmentation significative des frais vétérinaires (+ 20 %).

Dans un secteur exigeant en main-d'œuvre (1,51 UTA -Unité Travail

Dispersion du RCAI par UTANS en Auvergne selon l'OTEX



Source : Agreste - RICA 2011

Note de lecture : le rectangle jaune représente le RCAI par UTANS après élimination de 25 % des revenus les plus faibles (Q1) et 25 % des revenus les plus élevés (Q3). Il est coupé par la médiane rouge (MED) qui partage la série en deux. D1 correspond à 10 % des exploitations, D9 à 90 %.

On observe ainsi une plus forte dispersion du RCAI au sein de l'OTEX "grandes cultures" qu'en élevage.

Annuel- en moyenne par exploitation), on comprend l'hésitation actuelle des jeunes à s'installer à titre individuel dans cette OTEX contraignante.

Bovins viande : légère augmentation

Avec un RCAI moyen de 25 300 € par exploitation, soit 3,7 % de plus qu'en 2010, les éleveurs de "bovins viande" quittent la dernière place du classement des cinq orientations suivies en Auvergne. C'est toujours la seule production régionale pour laquelle le revenu dépasse le niveau national (+ 15 %). Plus de la moitié (52 %) des exploitations auvergnates ont vu leur résultat s'améliorer. Le montant des ventes a progressé de 19 % par rapport à l'exercice précédent, dopé par l'augmentation des exportations de brouillards et la hausse de leur cours en fin d'année. Par ailleurs, les aides calamités sécheresse ont contribué en grande partie à la revalorisation des subventions d'exploitation (+ 9 %).

Là encore, c'est la majoration de 15 % des charges d'approvisionnement qui n'a pas permis de réaliser un meilleur résultat en 2011. Les achats de fourrages (+ 54 % en valeur), mais aussi le renouvellement des prairies détériorées ou l'implantation de cultures dérochées

(+ 20 % en charges de semences) expliquent la constante fragilité de l'élevage allaitant extensif.

Bovins mixtes : en chute

En "bovins mixtes", production atypique, le RCAI moyen dégagé s'élève à 36 000 €, en chute de 9,1 % par

Le RICA ?

EUROPE : le Réseau d'Information Comptable Agricole (RICA) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables individuelles. Réalisée dans les états membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats obtenus pour les différents types d'agriculture européenne. Cette analyse micro-économique est réalisée auprès de 85 000 exploitations "moyennes et grandes" dans les 27 états membres de l'Union Européenne.

FRANCE : l'échantillon observé en 2011 (7 400 exploitations) représente 308 000 exploitations "moyennes et grandes".

AUVERGNE : l'échantillon de 367 exploitations en 2011 représente 14 300 exploitations et permet d'obtenir des résultats pour 5 systèmes de production. Chaque exploitation a un coefficient de pondération qui tient compte de son OTEX, de sa taille et de sa région.

rapport à 2010 mais toujours supérieur à celui des éleveurs bovins spécialisés en viande ou en lait. L'augmentation de 10 % des ventes d'animaux n'a pas permis de compenser l'augmentation des coûts de production. Ceci s'explique par la hausse des charges d'approvisionnement, en particulier les achats de fourrages (+ 40 % en valeur). De plus, ces producteurs ont perçu, en moyenne, moins d'aides calamités sécheresse que les éleveurs spécialisés en viande. Au niveau national, l'élevage mixte se démarque plus favorablement par une progression du RCAI de 11 %, pour atteindre 49 200 € en moyenne.

Avec un besoin en main-d'œuvre toujours supérieur à l'élevage bovin spécialisé, il n'est pas sûr que le résultat 2011 inverse la tendance baissière du système mixte, observée lors du dernier recensement agricole (40 % d'exploitations mixtes en moins depuis 2000).

Production ovine* : chute brutale

Alors que 2010 ressemblait au renouveau de la production ovine, 2011 enregistre une chute du RCAI régional de plus de 10 %. Cette tendance se confirme au plan national mais de façon moins marquée (- 7,3 %). C'est bien la sécheresse printanière qui contribue à l'explosion de près de 50 % des charges alimentaires par rapport à l'exercice précédent (+ 25 % en concentrés et 4 fois plus de fourrage). Les frais

* En Auvergne, l'orientation "autres herbivores" ne concerne que des exploitations ovines en production viande et des exploitations caprines.

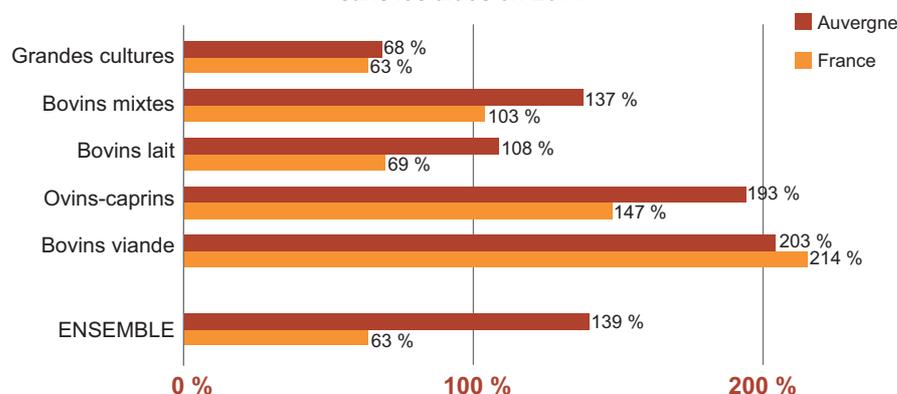
Définitions

Subventions d'exploitation = droits à paiement unique (DPU) + aides aux productions animales et végétales + autres aides nationales et communautaires (ICHN, PHAE, ...) + aides locales et régionales.

Charges d'exploitation = charges d'approvisionnement + autres charges d'exploitation y compris impôts et taxes, charges de personnel et dotation aux amortissements.

Poids des subventions dans le RCAI par OTEX en 2011 en Auvergne et en France

En Auvergne, seuls les céréaliers dégagent un résultat positif sans les aides en 2011



Source : Agreste - RICA 2011

2011 : évolution des subventions par exploitation et par OTEX

2011: combien par ha ou par UGB ?				
30 % de plus par ha en Auvergne que France entière				
	Subventions par exploitation (€)	Evolution entre 2010 et 2011 (%)	Subventions par ha exploité (€)	Subventions par UGB (€)
Bovins viande	50 700	+ 9	485	455
Bovins mixtes	49 700	0	492	459
Ovins-caprins	46 100	+ 5	551	408
Grandes cultures	32 100	+ 2	299	-
Bovins lait	32 000	+ 2	452	460
Auvergne	42 400	+ 5	454	434
France	31 400	+ 1	368	376

Source : Agreste - RICA 2011

vétérinaires et les autres fournitures subissent également des augmentations supérieures à 20 %. Malgré un bond des ventes d'animaux de 25 % et une hausse des subventions d'exploitations de 5 %, seulement 40 % des exploitations ovines ont vu leur revenu progresser.

Subventions d'exploitation : une nécessité ...

Le montant moyen des subventions par exploitation s'élève à 42 400 € pour l'exercice 2011 dans la région contre 31 400 € au niveau national. Cet écart s'explique par des aides spécifiques dont l'indemnité compensatoire de handicaps naturels (ICHN) qui représente 16 % du total régional. D'autres soutiens à l'élevage telles les mesures agri-environnementales (PHAE) ou la prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes (PMTVA) sont largement sollicités dans la région. Des aides directes ont également été octroyées

aux éleveurs pour pallier les dégâts engendrés par la sécheresse printanière.

Comparé à l'exercice précédent, le montant moyen des subventions a progressé de près de 5 % en Auvergne contre 1 % sur l'ensemble du territoire national. Il représente une part importante dans le calcul du RCAI régional, près de 139 % contre seulement 63 % pour le revenu moyen français. La majorité des exploitations auvergnates obtiendrait donc un résultat négatif sans l'octroi de ces aides. Actuellement, seule l'orientation "grandes cultures" dégage un revenu positif sans les aides. Les céréaliers perçoivent en moyenne 299 € par hectare de SAU dont 85 % de DPU. A l'opposé, les éleveurs de "bovins viande" obtiennent environ 485 € par hectare de SAU ou 455 € par UGB détenue. C'est l'orientation qui a connu la plus forte progression (+ 9 %) grâce en partie au bénéfice des "aides sécheresse". En "bovins lait", les ratios

sont sensiblement équivalents (452 € par hectare de SAU). Ils sont légèrement supérieurs en "ovins-caprins" (551 € par hectare de SAU).

Charges d'exploitation : en hausse

Les charges d'exploitation se répartissent en deux catégories : les charges d'approvisionnement (matières stockables) et les autres charges.

L'exercice 2011 est marqué par une forte augmentation des charges d'approvisionnement en Auvergne (+ 18 %) mais également au niveau national (+ 12 %). Ramené à l'unité, ce coût moyen s'élève à 467 € par hectare de SAU contre 400 € en 2010. Toutes les OTEX sont concernées mais c'est le revenu des éleveurs qui a été le plus impacté par la hausse des coûts alimentaires. Toutes orientations confondues, l'aliment du bétail revient à près de 200 € par UGB, soit pratiquement 40 € de plus qu'en 2010.

Ensuite viennent les charges en engrais et amendements avec un prix par hectare de SAU qui passe de 143 € à 180 € entre 2010 et 2011 pour la production céréalière auvergnate, contre 169 € à 202 € au niveau national.

L'énergie a également connu une flambée des prix en 2011. Le fioul représente près de 70 % des dépenses énergétiques avec une moyenne de 5 400 € pour une exploitation auvergnate et 6 000 € pour une exploitation française. L'électricité constitue également une dépense non négligeable, 1 500 € en moyenne par exploitation (2 200 € au niveau national), soit une augmentation de 9 % sur l'année. La redevance annuelle en eau (hors irrigation) revient à 1 000 € en moyenne par exploitation, trois fois plus importante en élevage bovin qu'en "grandes cultures."

Les autres charges d'exploitation progressent moins et atteignent en moyenne 65 000 € en 2011 pour la région contre 104 100 € sur l'ensemble du territoire national. Le poids de la dotation aux amortissements demeure le poste le plus important (36 % toutes OTEX confondues). A échantillon constant, ce ratio augmente de 1,4 % par rapport à 2010, un point de moins que France entière. Cependant, il diverge selon les orientations. Les exploitations de "grandes cultures", freinées par la stagnation de leur revenu, ont moins investi (- 3 %) alors que la tendance est à la hausse à l'échelon national (+ 2,5 %). L'amortissement

local croît de 3 % en système bovin lait et de 9 % en élevage ovin. Le deuxième poste de dépenses concerne le fermage qui reste stable par rapport à 2010 à 7 500 € par exploitation en moyenne régionale, soit 114 € par hectare de SAU. En France, il progresse de 5 % (149 € par hectare de SAU).

La hausse des carburants se traduit directement par une augmentation de près de 10 % du coût des travaux réalisés par un tiers, elle atteint même 20 % pour l'orientation "grandes cultures". Autre poste en hausse : les charges d'entretien des bâtiments d'élevage et surtout les charges d'entretien du matériel qui progressent fortement en Auvergne comme en France. Les charges sociales de l'exploitant sont considérées dans le RICA comme une opération privée qui ne rentre pas en compte dans le calcul du RCAI. Pour autant, en 2011, un

local croît de 3 % en système bovin lait et de 9 % en élevage ovin.

Le deuxième poste de dépenses concerne le fermage qui reste stable par rapport à 2010 à 7 500 € par exploitation en moyenne régionale, soit 114 € par hectare de SAU. En France, il progresse de 5 % (149 € par hectare de SAU).

La hausse des carburants se traduit directement par une augmentation de près de 10 % du coût des travaux réalisés par un tiers, elle atteint même 20 % pour l'orientation "grandes cultures". Autre poste en hausse : les charges d'entretien des bâtiments d'élevage et surtout les charges d'entretien du matériel qui progressent fortement en Auvergne comme en France.

Les charges sociales de l'exploitant sont considérées dans le RICA comme une opération privée qui ne rentre pas en compte dans le calcul du RCAI. Pour autant, en 2011, un

Charges énergie et charges eau par production et par exploitation

L'orientation "grandes cultures" plus grande consommatrice en carburant L'orientation "bovins lait" plus grande consommatrice en électricité L'orientation "bovins viande" plus grande consommatrice en eau						
		Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Ovins-caprins	Auvergne
Quantités consommées en fioul domestique	en l	10 496	6 841	7 027	5 171	7 517
Charges totales en énergie	en €	10 259	7 731	7 114	5 851	8 149
dont charges en carburant et lubrifiant stockés	en €	7 501	4 902	5 055	3 735	5 396
dont charges en électricité	en €	1 623	1 986	812	820	1 536
Charges totales en énergie par ha de SAU	en €	96	109	68	70	87
Quantités totales de fioul par ha de SAU	en l/ha	98	97	67	62	81
Charges en eau (hors irrigation)	en €	394	1 057	1 129	757	1 021

Source : Agreste - RICA 2011

Charges d'approvisionnement des exploitations d'Auvergne en 2011 : 43 600 € en moyenne (18 % de plus qu'en 2010)

	Grandes cultures		Bovins lait		Bovins viande		Ovins-caprins		Auvergne toutes orientations	
	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	par ha de SAU	charges en €	Evolution 2011/2010
Engrais et amendements	19 300	180	5 500	78	4 600	44	3 500	42	6 700	+ 20 %
Semences et plants	9 100	85	1 700	24	1 200	11	1 100	13	2 300	+ 10 %
Produits phytosanitaires	11 900	111	1 200	17	900	9	700	8	2 300	- 4 %
Aliments du bétail	1 000	-	24 100	340	14 200	136	24 800	296	19 600	+ 23 %
Produits vétérinaires	400	-	4 100	58	3 900	37	4 000	48	3 800	+ 6 %
Energie stockée	7 700	72	3 600	51	5 100	49	3 800	45	5 600	+ 24 %
Autres fournitures	700	7	4 900	69	3 800	36	2 500	30	3 300	+ 14 %
Total charges d'approvision.	50 100	467	45 100	637	33 700	322	40 400	483	43 600	+ 18 %

Source : Agreste - RICA 2011

exploitant auvergnat cotise en moyenne 7 200 € contre 10 000 € sur l'ensemble du territoire national. L'augmentation des charges sociales reste plus mesurée localement (2 %) qu'au niveau national (8 %).

Charges financières : toujours contenues

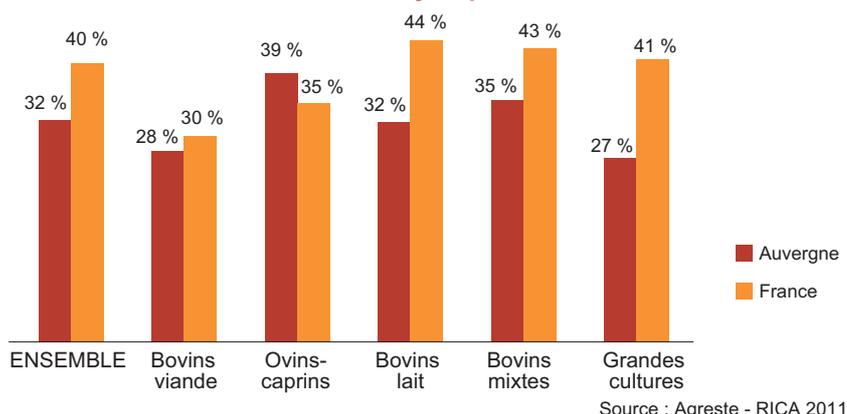
En Auvergne, le total des dettes par exploitation, toutes orientations confondues, se monte à 116 800 €, en relative stabilité par rapport à l'exercice précédent (- 0,5 %). Comparé au niveau national, il reste en retrait de près de 50 000 € en moyenne. Ramené à l'hectare de SAU, le total des dettes s'élève à 1 253 €, il est encore bien en deçà du ratio français qui atteint 1 920 € par hectare.

L'endettement à long ou moyen terme, qui représente 70 % du total des dettes, ne progresse plus : les nouveaux emprunts contractés sont équivalents aux montants remboursés au cours de l'exercice. Toutefois des différences demeurent entre les orientations. L'OTEX la plus endettée demeure celle des "bovins mixtes" qui doit additionner des financements spécifiques à chaque production.

Des disparités se retrouvent également sur la répartition des dettes à court terme. Constituées essentiellement par les dettes aux fournisseurs, celles-ci ont proportionnellement plus augmenté chez les producteurs ovins et les céréaliers.

Le taux d'endettement permet de suivre l'indépendance financière d'une exploitation et sa capacité de résistance aux aléas climatiques ou conjoncturels. Il est calculé en divisant l'ensemble des dettes sur le

Taux d'endettement moyen par OTEX en 2011



Endettement moyen par exploitation en 2011 (en €)

La dette totale auvergnate moyenne augmente de 1 900 € par exploitation						
OTEX	Total dettes	Evolution 2011/2010	Total dettes par ha SAU en €/ha	Dettes à long et moyen termes	Dettes à court terme	
					Total	dont dettes fournisseurs
Grandes cultures	101 340	5,7 %	945	54 068	47 272	42 874
Bovins lait	104 227	4,0 %	1 471	76 525	27 702	22 751
Bovins viande	104 249	- 6,9 %	997	77 645	26 604	21 091
Bovins mixtes	144 319	3,1 %	1 429	83 141	61 178	55 167
Ovins-caprins	94 125	18,1 %	1 125	65 596	28 529	22 447
Auvergne	116 807	- 0,5 %	1 253	82 046	34 761	28 735
France	163 762	2,5 %	1 920	108 156	55 606	42 340

Source : Agreste - RICA 2011

total des capitaux mobilisés (passif du bilan). Sur l'exercice 2011, ce taux atteint en moyenne 32 % en Auvergne contre 40 % au niveau national. Localement, il est en repli de 1,4 % sur 2010 et de 0,7 % France entière, démontrant la gestion toujours aussi prudente de l'agriculteur auvergnat. Cet écart se retrouve chez les éleveurs laitiers et les exploitants en "grandes cultures", habituels gros investisseurs. Seule l'orientation ovine connaît un taux d'endettement supérieur à la moyenne nationale en raison de forts investissements

liés aux bons résultats de l'exercice précédent.

La capacité d'autofinancement moyenne par exploitation se calcule à partir du résultat courant de l'exercice auquel on rajoute la dotation aux amortissements et la quote-part des subventions d'équipement. Cette ressource permet de financer les prélèvements privés et la part de l'investissement en autofinancement. Alors qu'elle progressait de 36 % en 2010, la capacité d'autofinancement se stabilise en 2011 dans la région (- 1 %), traduisant bien la baisse des résultats économiques en élevage. Sur le plan national, elle progresse de 8 % et les prélèvements privés de 11 %. Ramenés à l'unité de main-d'œuvre non salariée (UTANS), ces prélèvements atteignent 1 600 € par mois pour une exploitation auvergnate. Ce montant mensuel s'élève à 2 500 € en moyenne nationale. Les prélèvements privés sont utilisés pour payer les charges sociales de l'exploitant et la rémunération de son activité. ■

Pour l'Auvergne, l'écart se creuse par rapport à la moyenne nationale

	Capacité d'autofinancement	Prélèvements privés	Autofinancement
Grandes cultures	72 700	51 200	21 500
Bovins lait	54 800	20 600	34 200
Bovins viande	45 000	23 100	21 900
Bovins mixtes	62 400	33 800	28 600
Ovins-caprins	42 100	25 600	16 500
Auvergne	54 200	26 900	27 300
France	78 300	42 200	36 200

Source : Agreste - RICA 2011

Moyennes par exploitation selon les systèmes de production en 2011

OTEX	Grandes cultures	Bovins lait	Bovins viande	Bovins mixtes	Autres herbivores	Toutes exploit. Auvergne	Toutes exploit. France
Nombres d'exploitations							
observées	49	93	108	49	26	367	7 411
représentées	1 174	4 266	4 919	1 553	690	14 259	308 145
Caractéristiques physiques							
Superficie Agricole Utilisée (ha)	107,3	70,8	104,6	101,0	83,7	93,3	85,3
<i>dont SAU en fermage</i>	76,0	49,6	71,8	78,4	62,4	65,9	69,6
Animaux							
UGB (1) herbiv/ha de SFP (2)	0,89	1,13	1,16	1,18	1,47	1,38	2,28
Vaches laitières (têtes)	-	43,2	-	29,2	-	-	-
Vaches allaitantes (têtes)	-	-	65,4	39,8	-	-	-
Brebis-mères (têtes)	-	-	-	-	429,9	-	-
Nombre d'UTA (3) totales	1,42	1,51	1,34	1,68	1,47	1,48	2,00
<i>dont UTA (3) non salariée</i>	1,21	1,43	1,32	1,58	1,43	1,39	1,40
Éléments du bilan (€)							
Fonds de roulement net	102 200	63 000	81 000	51 400	46 200	74 700	116 700
Autofinancement	21 500	34 200	21 900	28 600	16 500	27 300	36 200
Actif immobilisé	222 000	250 400	284 100	315 300	179 800	269 800	253 300
Actif circulant	147 700	86 500	102 900	108 600	69 500	104 400	164 800
Capitaux propres	268 800	233 200	283 600	279 700	155 300	258 100	255 600
Endettement total	101 300	104 200	104 200	144 300	94 100	116 800	163 800
Soldes intermédiaires de gestion (€)							
Production de l'exercice (nette des achats animaux)	146 100	107 300	66 100	106 900	67 700	97 900	191 300
+ rabais, remises, ristournes obtenus	200	200	100	0	100	100	400
- charges d'approvisionnement	50 100	45 100	33 700	47 900	40 400	43 600	66 800
- loyers et fermages	11 700	5 400	7 600	9 200	5 500	7 500	12 700
- autres achats et charges externes	40 300	30 600	26 800	32 900	23 300	30 800	48 200
= valeur ajoutée produite	44 200	26 400	- 1 900	16 900	- 1 400	16 100	64 000
+ remboursement forfaitaire TVA	-	-	-	-	-	-	-
+ subventions d'exploitation	32 100	32 000	50 700	49 700	46 100	42 400	31 400
+ indemnités assurances	2 500	1 400	1 000	1 100	1 400	1 400	1 800
- impôts et taxes	2 400	1 200	1 400	1 000	1 000	1 400	2 200
- charges de personnel	4 000	1 300	300	1 600	700	1 600	12 700
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	72 400	57 300	48 100	65 100	44 400	56 900	82 300
+ transferts de charges et autres	200	200	0	100	100	100	400
- dotation aux amortissements	24 600	25 300	20 000	26 200	17 900	23 600	28 200
= Résultat d'exploitation	48 000	32 200	28 100	39 000	26 600	33 400	54 500
+ produits financiers	2 000	300	200	200	0	400	600
- charges financières	2 800	2 900	3 300	3 000	2 700	3 300	5 200
Résultat courant avant impôts (RCAI)	47 200	29 600	25 000	36 200	23 900	30 500	49 900

Source : Agreste - RICA 2011

(1) UGB : Unité Gros Bétail ; 1 vache laitière = 1 UGB, 1 ovin = 0,15 UGB

(2) SFP : Surface Fourragère Principale en ha

(3) UTA : Unité de Travail Annuel ; 1 UTA équivaut au travail d'une personne à temps plein pendant un an

- : Résultat non significatif ou sans objet